



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

francophonie

Question au Gouvernement n° 2374

Texte de la question

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

M. le président. La parole est à M. Christophe Premat, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Christophe Premat. Ma question s'adresse à Mme Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie.

Les 29 et 30 novembre s'est tenu à Dakar le sommet de la francophonie. Ce fut l'occasion pour l'Organisation internationale de la francophonie, l'OIF, de se choisir, pour succéder à M. Abdou Diouf, un nouveau secrétaire général en la personne de Mme Michaëlle Jean. Ce choix a fait l'objet d'un consensus entre les chefs d'État francophones.

Dans son discours d'ouverture du XV^e sommet de la francophonie, le Président de la République a rappelé que « l'Afrique [était] le grand enjeu de la croissance, non pas pour le continent lui-même mais pour le monde entier ». En encourageant tous les francophones à investir en Afrique, la France, par la voix de son Président, a démontré que les États africains étaient au centre de cette nouvelle frontière économique que constitue la communauté francophone.

À Dakar en 2014, le Président de la République a corrigé les déclarations de son prédécesseur, en rappelant la place de l'Afrique dans l'histoire, pour préparer l'avenir sur un pied d'égalité autour d'un grand projet de civilisation, la langue française, riche de sa diversité et respectueuse des traditions de chacun de ses membres. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

Depuis 2012, les gouvernements successifs de la France ont fait de la francophonie une priorité pour que notre pays puisse étendre son influence internationale.

Le sommet de Kinshasa en octobre 2012 avait, pour la première fois, introduit de nouvelles notions pour faire évoluer les institutions francophones. Au-delà de la promotion de la diversité culturelle de la langue française, l'OIF s'était même dotée d'une direction des affaires économiques. La francophonie a ainsi acquis une nouvelle visibilité, avec des marchés à conquérir dans le cadre d'un juste échange entre les peuples francophones. Elle est également une chance pour le numérique et la diffusion des contenus éducatifs et culturels.

Madame la secrétaire d'État, après ce sommet, pourriez-vous nous dire comment la France entend accompagner cette idée de francophonie économique ? Quelles sont les idées fortes qui ont été énoncées lors de ce sommet ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie.

Mme Annick Girardin, *secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie*. Monsieur le député, la dimension économique de la francophonie a bien été, en effet, le grand sujet du sommet de Dakar. Le français est la troisième langue des affaires dans le monde, son potentiel est aujourd'hui largement sous-utilisé. Les chefs d'État présents ont adopté un document de stratégie économique pour renforcer l'écosystème francophone comme espace privilégié, humain et commercial.

C'est maintenant à chaque pays francophone de se saisir de cette question et de se donner une ambition en matière économique par des actions concrètes et innovantes. La France a décidé de se fixer pour objectif que la francophonie soit ressentie comme un atout : un atout pour se former, un atout pour entreprendre, un atout pour trouver un emploi.

Le rapport de Jacques Attali a remis en perspective un certain nombre de sujets sur les questions économiques, le Gouvernement a d'ailleurs commencé à les mettre en œuvre : rapprocher entreprises et acteurs publics comme le fait la Fondation pour la croissance en Afrique ; développer les technologies numériques dans le domaine universitaire ; mieux répondre à la demande croissante d'enseignement français à l'étranger et, enfin, améliorer l'accueil des talents francophones.

Nous devons aussi miser sur la francophilie, trop souvent inexploitée. Laurent Fabius et Geneviève Fioraso ont lancé la semaine dernière la plate-forme France Alumni, qui permettra aux anciens étudiants étrangers en France de garder le contact. On sait combien ces réseaux de jeunes sont importants pour la francophonie.

Le Président de la République l'a dit samedi à Dakar : « Les Français doivent aimer la France autant qu'elle est aimée à l'extérieur. » Cette phrase, il faut la répéter. Moi qui suis beaucoup à l'extérieur, je peux vous dire que nous, Français, nous devons aimer davantage cette France. La francophonie est une chance pour la France.

Données clés

Auteur : [M. Christophe Premat](#)

Circonscription : Français établis hors de France (3^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2374

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Francophonie

Ministère attributaire : Francophonie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [3 décembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [3 décembre 2014](#)